

Argentine

Renforcement de la bureaucratie syndicale dans l'économie informelle ?

Guillaume de GRACIA*

Le jeudi 30 juillet dernier, le syndicalisme argentin a connu un événement historique. Après plusieurs années de tergiversations, le ministère du Travail a accordé la *personería gremial* à un syndicat luttant en faveur de la syndicalisation des coursiers (*motoqueros*) qui inondent chaque jour illégalement (car tous ou presque travaillent « au noir ») les rues de Buenos Aires et du Grand Buenos Aires de leurs motos fatiguées¹. L'obtention de la *personería gremial*, littéralement « la personnalité syndicale », correspond à une reconnaissance de la représentativité du syndicat. C'est un enjeu majeur dans le monde syndical argentin et particulièrement pour l'immense masse de salariés précaires employés dans l'économie informelle.

L'économie informelle pèse en effet assez lourd. Les activités qui en relèvent concernent 48,9 % de la population active, soit un peu plus de 8 millions de personnes début 2005 (Zibechi, 2005). Les salariés de ce secteur cherchent depuis de

nombreuses années à s'organiser et à se structurer au niveau syndical. Les *motoqueros* représentent plusieurs dizaines de milliers de travailleurs évoluant dans un univers sans règles, exposés à l'exploitation la plus sauvage. Leurs conditions de travail ont forgé la mentalité de cette corporation et en ont fait l'un des groupes les plus solidaires et combattifs des travailleurs argentins. Cette combativité s'est d'ailleurs exprimée lors de l'insurrection populaire de décembre 2001, pendant laquelle les *motoqueros* ont gagné leur surnom de « cavalerie du peuple » et ont réussi à imposer que le 20 décembre soit reconnu officiellement comme jour férié pour leur profession². Ce groupe social est essentiellement composé de jeunes gens dont le caractère ingérable inquiète d'autant plus le pouvoir qu'il fédère les sympathies.

Deux syndicats sont en compétition pour les représenter : le Syndicat indépendant des messagers et coursiers (SIMeCa), proche des théories et pratiques

* Docteur en Anthropologie.

1. Résolution n° 633/2009, *Bulletin officiel*, n° 31.705 du 24 juillet 2009 (p. 32).

2. Le bilan des émeutes des 19 et 20 décembre 2001 est officiellement de 35 morts et plusieurs centaines de blessés. Pour plus d'informations, voir *Echanges et mouvements* (2004), revue accessible à partir du site <http://Mondialisme.org> ou encore Almeyra (2006).

ARGENTINE

syndicalistes révolutionnaires, et l'Association syndicale des motocyclistes, messagers et services (ASIMM), clairement ancré dans la tradition syndicale péroniste, favorable au dialogue et proche du pouvoir. Après avoir brièvement décrypté le panorama syndical argentin et les modalités de reconnaissance de la représentativité syndicale, nous nous intéresserons à l'émergence des syndicats défendant les *motoqueros* puis aux enjeux et difficultés d'obtention de la *personería gremial*.

Syndicalismes argentins et reconnaissance de la représentativité

L'Argentine a l'un des taux de syndicalisation les plus forts du monde. Cette situation s'ancre dans l'histoire particulière du syndicalisme argentin (encadré).

Avec une population active de plus de 17 millions d'Argentins en 2007, 40 % des travailleurs de l'économie formelle étaient syndiqués – soit un total de près de 3,5 millions de travailleurs. Ce chiffre recouvre seulement les estimations avancées par les deux Confédérations générales du travail (2,5 millions de travailleurs avant la scission de 2008) et la Centrale des travailleurs argentins (plus d'un million de syndiqués dont certains rares travailleurs de l'économie informelle), sans prendre en compte les syndicats autonomes. Le taux de syndicalisation argentin, quasiment inchangé depuis 1995¹, reste l'un des plus élevés au monde avec 36 % de syndiqués dans le secteur privé².

La Confédération générale du travail connaît, depuis ses débuts, une histoire tumultueuse faite de scissions et de fusions multiples. L'avant-dernière scission date de 1994. Elle a opposé alors la CGT « officielle », accusée de soutenir trop ouvertement la politique du péroniste de droite et ultra-libéral Carlos Saúl Menem (président de la République de 1989 à 1999), et la CGT « combative », qui lutait contre les restructurations et les licenciements en cours durant cette présidence. Les deux CGT ont fusionné à nouveau en 2004, portant Hugo Moyano (à la tête du syndicat des camionneurs et ancien dirigeant de la CGT « combative ») au siège de secrétaire général. Cependant l'union n'a pas tenu longtemps : le 8 juillet 2008 a eu lieu une nouvelle scission, due aux mêmes clivages politiques³. Les deux nouvelles confédérations se nomment CGT-RA – pour République Argentine – dirigée par Hugo Moyano, proche de l'actuelle présidence (Cristina Kirchner) et la CGT *Azúl y Blanca* (Bleu et Blanche, les couleurs du drapeau argentin), dirigée par Luis Barrionuevo⁴. Cette dernière représente la branche syndicale du péronisme « dissident », à savoir le péronisme de droite, renommé ainsi après l'accès de Nestor Kirchner (péroniste de gauche) à la présidence en 2003 et regroupant divers courants : ménémistes, duhaldistes, libéraux, etc.

La troisième grande confédération est la Centrale des travailleurs argentins (CTA), issue d'une scission avec la CGT

1. Selon l'OIT, le taux de syndicalisation s'élevait à 42,3 % en 1995 (Araya Moreno *et al.*, 2008).

2. *Clarín* du 29 août 2005 cité par Araya Moreno *et al.* (2008).

3. Bien qu'officiellement la scission soit due à des soupçons de fraude pesant sur la réélection d'Hugo Moyano.

4. L'ultra-ménémiste dirigeant de l'Union des travailleurs du tourisme, de l'hôtellerie et de la gastronomie de la République Argentine (UTHGRA).

Encadré 1.

Quelques repères historiques

Le prestige de l'outil syndical argentin trouve son origine dans l'action des anarchistes puis des syndicalistes révolutionnaires, entre la fin du XIX^e et le premier quart du XX^e siècle. Tout en suivant des stratégies différentes, ils en ont fait une arme au service des travailleurs. Les anarchistes de la Fédération ouvrière régionale argentine (FORA) vont systématiquement tenter d'organiser les Argentins sur des bases très locales de syndicats interprofessionnels – assez proches de la philosophie des Bourses du travail – tout en prônant l'anarcho-communisme comme finalité. Les syndicalistes révolutionnaires¹, bien qu'initialement issus des rangs du parti socialiste, seront rejoints par une assez large partie des militants libertaires et anarchistes qui vont adopter stratégiquement le développement du syndicalisme par branche industrielle. Dans les deux cas, et malgré une tendance à la négociation qui se fait sentir chez certains syndicalistes révolutionnaires à partir du milieu des années 1910 (tendance qui va peu à peu leur faire perdre l'adjectif de « révolutionnaire »), les pratiques d'action directe et l'aura d'un syndicalisme somme toute efficace² vont marquer pour de bon le paysage syndical argentin bientôt capté par le général Juan Domingo Perón.

Perón, arrivé au Secrétariat national au travail en 1943, et ce qui va rapidement devenir son administration, vont non seulement s'entourer de syndicalistes qui placent leurs espoirs dans le personnage³ mais aussi, et surtout, imposer à la population de se syndiquer au sein de la Confédération générale du travail⁴. La CGT va ainsi porter les espoirs de travailleurs voyant d'un bon œil beaucoup de mesures proposées par le justicialisme⁵ et une centrale qui, malgré ses compromissions avec un pouvoir autoritaire et fascisant, n'en est pas moins l'héritière d'une histoire et d'une pratique pour le moins radicales. D'ailleurs, dans bien des cas, et ce dès la fin des années 1940, de nombreuses directions syndicales cégétistes vont – lors de conflits majeurs – fermement s'opposer à leur base.

1. Militant successivement dans les rangs de l'Union générale des travailleurs (UGT), de la Confédération ouvrière régionale argentine (CORA), de la FORA 9, de l'Union syndicale argentine (USA) puis de la CGT.

2. Il serait trop long de détailler toutes les victoires directes ou indirectes obtenues par les syndicalistes, anarchistes ou révolutionnaires ainsi que les moments où ils furent presque en capacité de renverser l'Etat argentin...

3. Beaucoup, à l'instar de Cipriano Reyes (leader du syndicat de la viande syndicalement « formé », selon ses propres dires, par les anarchistes), vont payer d'une violente stigmatisation, voire de plusieurs années de prison, leur opposition ultérieure au péronisme.

4. Issue de la fusion entre l'USA et la Confédération ouvrière argentine (COA) socialiste le 27 septembre 1930, la CGT est, sous Perón, considérée comme « consubstantielle de l'Etat ». Les chiffres sont souvent farfelus, mais on parle de plus de six millions de syndiqués à la CGT en 1955 – lors du coup d'Etat qui destitua Perón – alors que l'ensemble des syndicats aurait à peine dépassé le demi-million en 1945. La précision des chiffres est moins importante que l'ordre de grandeur qui donne une petite idée du phénomène...

5. Le nom officiel du courant politique fondé par Perón est le « justicialisme ». Perón renâclait à se dire « péroniste », bien que le terme ait depuis fait florès.

en 1992. Elle est actuellement dirigée par le professeur Hugo Yaski. Bien que largement dominée par des péronistes chrétiens

sociaux, c'est une confédération « alternative ». Y cohabitent des communistes, des trotskistes voire des anarchistes ou des

ARGENTINE

syndicalistes révolutionnaires. L'originalité de la CTA est d'avoir investi des champs de syndicalisation dédaignés par les centrales traditionnelles : prostituées avec le syndicat AMMAR, travailleurs d'entreprises « récupérées »¹ et autogestionnaires avec ANTA, occupants et locataires avec le MOI (Mouvement des occupants et locataires, autogestionnaire et prônant l'auto construction) ou – ce qui nous intéresse particulièrement ici – les coursiers à motos (*motoqueros*) avec le SIMeCa.

A ces centrales « traditionnelles » et massives s'ajoute la Fédération ouvrière régionale argentine (FORA), qui semble avoir repris un peu d'importance même si son champ d'action reste relativement limité.

Enfin, il existe deux autres formes syndicales importantes en Argentine :

- le Courant classiste combatif (CCC) présente plutôt les caractéristiques d'un front unissant divers courants au sein des syndicats. Cependant, le CCC est clairement une émanation du Parti communiste révolutionnaire (d'orientation maoïste) et s'inscrit autant dans le monde du travail que dans celui des retraités ou des « travailleurs désoccupés » (*piqueteros*)². Au milieu des années 2000, il revendiquait plus de 200 000 adhérents ;

- plus intéressante, car lieu historique de repli des syndicats en rupture avec les

centrales officielles et/ou hégémoniques : l'autonomie. Représentant jusqu'à 40 % du total des syndicats argentins à certaines périodes (notamment au début des années 1940), l'autonomie fut par ailleurs – et pendant longtemps – influencée par des éléments très combatifs (anarchistes, socialistes ou syndicalistes).

En 2004, on recensait environ 2 800 syndicats en Argentine (appartenant ou non à une confédération), dont seulement 1 100 bénéficiaient de la *personería gremial*³. Parmi ces derniers figurent les syndicats appartenant à la CGTRA et à la CGT *Azul y Blanca*, ainsi que certains syndicats de la CTA – dont la puissante Association des travailleurs de l'Etat (ATE).

La législation sur la représentativité date de la première présidence du colonel Juan Domingo Perón (1946-1955). Elle est fortement inspirée de la *Carta del Lavoro* de l'Italie fasciste et d'un système de syndicalisation tenant à la fois du *closed shop* (contrôle de l'embauche) et du *check off* (prélèvement de la cotisation syndicale directement sur la fiche de paye) américains. Le ministère du Travail délivre d'abord l'*inscripción gremial* (inscription syndicale), qui autorise simplement le syndicat à organiser des assemblées sur les lieux de travail, à faire de la propagande... Bref, à ne pas être « illégal », et donc à ne pas tomber sous le

1. On appelle entreprises « récupérées » les entreprises dont les propriétaires et/ou dirigeants sont partis en laissant les machines sur place, ce qui permet à leurs travailleurs de relancer la production, souvent sous forme de coopératives autogestionnaires. On en compte plus de 230 aujourd'hui (soit plusieurs milliers de travailleurs), dont une bonne vingtaine depuis la crise d'octobre 2008.

2. Les organisations syndicales argentines ne parlent jamais de « chômeurs » mais de « travailleurs désoccupés », une manière symbolique de maintenir le lien avec le monde du travail et la solidarité entre actifs et inactifs.

3. Chiffres avancés par l'Institut du monde du travail, organisme dirigé par le sociologue argentin Julio Godio. <http://www.mundodeltrabajo.org.ar/imtarchivos/links.htm#Sindicatos>.

coup de la justice ou des forces de l'ordre. Ensuite vient la *personería gremial*. Le syndicat y prétendant doit prouver qu'il représente au moins 20 % des travailleurs qu'il est censé défendre¹. Une fois obtenue, la *personería* permet à son titulaire, non seulement de prélever les cotisations « à la source », mais aussi de négocier avec la direction des entreprises, d'organiser des assemblées sans autorisation préalable et de mettre en place des œuvres sociales et des mutuelles...².

L'émergence d'un nouveau syndicat

Au sein de l'économie informelle, une profession s'est particulièrement distinguée ces dernières années par sa combativité : les *motoqueros* (ou *fleteros*). Ces coursiers officient tout autant en vélo qu'en scooter, à pied qu'en moto. Leur travail quotidien est de délivrer des colis, des lettres, des contrats, des billets d'avions, des pièces automobiles, des sandwiches, etc. ainsi que tout autre type de paquets légers qui semblent tous absolument nécessaires à la bonne marche des établissements financiers – une bonne partie des clients des coursiers – qui n'ont pas encore réussi à tout dématérialiser.

L'explosion du nombre de *motoqueros* date des années 1990 et de la présidence Menem. Naguère circonscrite à l'acheminement d'une salle à l'autre des bobines de cinéma entre chaque séance, cette activité s'est développée en raison de la dérégulation des services postaux et de l'apparition massive d'une population

de travailleurs pouvant transporter très rapidement d'un point A à un point B toutes sortes de choses à très bas coût. Les grandes vagues de privatisations et de licenciements de la double présidence Menem ont provoqué de nombreuses suppressions d'emplois³. Parmi tous ces nouveaux chômeurs, certains deviendront coursiers, d'autres patrons d'agence (ou *agencieros*). En 2006, on avançait le chiffre de plus de 100 000 coursiers dans toute l'Argentine, dont 50 à 60 000 pour la seule capitale. Aujourd'hui, le chiffre cité par les médias est de 25 000 pour la ville de Buenos Aires (*Crítica de la Argentina*, 2009). Depuis les années 1990, et jusqu'à aujourd'hui, toute personne sachant manier un deux-roues et disposant de fonds suffisants pour investir dans un tel engin est donc susceptible de devenir *motoquero*.

Le développement de cette activité s'est accompagné d'une violente dégradation des conditions de travail et de rémunération. Pire, alors que bien peu d'agences de *motoqueros* officiaient à la fin des années 1980, ce sont plusieurs centaines, voire plusieurs milliers (les chiffres manquent cruellement, à tous les niveaux, sur ce sujet) qui ont ouvert depuis, sautant sur l'aubaine que représentait une population paupérisée et contrainte de vendre sa force de travail sans aucune garantie et bien peu de contrepartie économique. Car les *agencieros* qui se sont greffés sur cette profession n'apportent, dans le meilleur des cas, qu'un réseau de contacts permettant de

1. Article 25 point b) de la loi sur les Associations professionnelles n° 23.551, anciennement 14.455/58 révisée en 1988.. La représentation n'est pas censée dépendre du nombre d'adhérents.

2. Article 23 de la loi 23.551.

3. A titre d'exemple, l'entreprise pétrolière nationale YPF est passée de 52 000 à 6 000 salariés.

ARGENTINE

constituer une clientèle de base, une ligne téléphonique et un local où accueillir les coursiers. Pour autant, aussi ostensiblement inutiles qu'ils puissent être, les *agencieros* prennent jusqu'à 50 % du montant payé aux coursiers. Par ailleurs, et bien qu'ils n'aient à craindre aucune répression de la part des forces de l'ordre ou des agents du ministère du Travail, ces *agencieros* maquillent souvent leur entreprise afin qu'elle n'affiche pas leur réelle activité et ne déclarent aucun de leurs salariés – ou si peu. Cette situation aboutit à ce que plus de 90 % des *motoqueros* évoluent dans la pudiquement nommée « économie informelle » – en clair, le travail au noir. Sans couverture sociale ni juridique d'aucune sorte et devant s'acquitter, sous peine de ne pas être embauchés, d'un impôt nommé *monotributo* – normalement destiné aux entrepreneurs individuels –, les *motoqueros* sont ainsi des artisans salariés, évoluant entre le marteau patronal et l'enclume d'une clientèle aussi peu scrupuleuse que les *agencieros*¹.

Compte tenu des conditions de travail, d'une telle absence de cadre juridique et/ou social et du caractère frondeur des Argentins, le secteur ne pouvait pas rester inorganisé longtemps. En 1999 se crée le syndicat historique des *motoqueros*, le SIMeCa. Au départ, il est porté et soutenu par des membres de l'association H.I.J.O.S² et se construit essentiellement

autour de libertaires et de militants ayant fait le choix de pratiques horizontales. Les militants de H.I.J.O.S sont peut-être les premiers à avoir théorisé une telle orientation. Regroupant les fils et filles des militants assassinés sous la dernière junte, ils prônent le refus de la hiérarchie et une organisation privilégiant les décisions prises en assemblées. Cet « horizontalisme » a depuis fait florès dans nombre de secteurs, qu'ils soient syndicaux, associatifs ou encore dans les organisations de *piqueteros*. Par conséquent, il s'est opposé à une réalité relevée par Marianna Busso (2008) dans le secteur de l'économie informelle : « Très souvent, la stratégie adoptée ne résulte pas d'un choix des travailleurs mais [elle] leur est imposée par leur interlocuteur, qu'il s'agisse du gouvernement local, provincial ou national ». Au contraire, le SIMeCa revendique sa filiation avec une histoire syndicale dont les piliers sont l'action directe et autonome de la base, la pratique de l'assemblée générale comme mode de décision interne et l'anti-bureaucratie.

Enjeux et difficultés de la reconnaissance

Depuis plusieurs années, le SIMeCa a décidé de se plier aux procédures ministérielles préalables à l'obtention de la *personería*, conscient que le poids des grandes confédérations ne jouait pas en sa

1. *Agencieros* dont certains semblent avoir le bras très long puisque, en tant que chefs d'entreprises, ils bénéficient d'une reconnaissance officielle du simple fait, par exemple, que la Fédération du commerce et de l'industrie de Buenos Aires (FECOBA) a accepté comme adhérente la Chambre des entreprises de messagerie à moto (CEMMARA) et que cette dernière s'affiche tranquillement sur son portail internet. Sans doute, la proximité attestée d'Armando Cavalieri, secrétaire général du puissant syndicat du commerce de la CGT, et de Mario Oriente, patron de l'énorme agence Viamonte, n'est pas étrangère à cette « légalité illégitimité ».
2. Fils/*Hijos* pour l'identité et la justice contre l'oubli et le silence.

faveur. Il lui a fallu d'abord batailler en 2005 afin d'obtenir l'*inscripción gremial* qui venait d'être accordée à l'ASIMM. Début 2006, le SIMeCa a rejoint la CTA puis, le 16 mai de la même année, a organisé l'élection de sa propre direction conformément aux statuts imposés par la loi. Deux listes se sont opposées : la liste Noire et Rouge (couleurs hautement symboliques), et une liste œuvrant au rapprochement du SIMeCa avec la CGT. Avec 130 voix en faveur de la liste Noire et Rouge, soit 74,5 % des adhérents prenant part au vote¹, le caractère nettement anti-bureaucratique et assembléiste du syndicat est réaffirmé. Lors de la conférence de presse qui a suivi le dépouillement, les membres du « bureau » ont rappelé que « les élections sont une simple étape bureaucratique » avant l'obtention de la personnalité syndicale et que l'assemblée de tous les adhérents est toujours décisionnaire et représente « l'instance suprême du syndicat ».

Or, c'est l'ASIMM, adhérente de la Confédération générale du travail de la République Argentine (CGTRA), qui a obtenu les faveurs du ministère du Travail. Dans de telles conditions, il ne reste plus aux militants du SIMeCa que deux choix : rejoindre l'ASIMM et lutter en interne contre sa direction ou continuer leur chemin alternatif, sans trop d'illusions quant à la possibilité de

concurrer le syndicat disposant de la *personería*.

Cependant, cette procédure est remise en cause depuis plusieurs années, suite au recours déposé par la CTA devant l'Organisation internationale du travail (OIT). L'OIT s'est prononcée depuis 1998 en faveur d'une modification de la loi qui permettrait à la CTA d'être reconnue représentative, et donc d'être considérée comme une interlocutrice valable, sans avoir à passer par le conflit et l'action directe syndicale pour s'imposer. Abondant dans ce sens, un jugement de la Cour suprême argentine du 11 novembre 2008 a déclaré anticonstitutionnel l'article 41 de la loi 23.551 sur les associations professionnelles – article obligeant les délégués du personnel à être syndiqués dans la centrale bénéficiant de la *personería*². En attendant que cette décision soit validée par le législateur, la CTA ne bénéficie toujours pas de la *personería gremial*. Cette situation risque de perdurer si l'on en juge par le refus réitéré à la mi-octobre par le ministre du Travail, Carlos Tomada, d'octroyer la moindre reconnaissance à la CTA (Dellatorre, 2009).

La décision ministérielle en faveur du syndicat ASIMM-CGTRA marque donc un échec certain de la lutte pour une réelle démocratisation syndicale, et ce pour plusieurs raisons.

1. Existant depuis sept ans à cette époque, le SIMeCa se contentait au début de faire souscrire au coin d'une rue des *motoqueros* qui versaient une somme plus ou moins symbolique et donnaient leurs noms. De fait, ces « affiliés » (800 en 2006 selon le SIMeCa) sont plus à considérer comme une base de données de contacts que comme des cotisants réguliers et/ou des militants du syndicat. Ces derniers, disposant d'un carnet syndical, étaient au nombre de 180 en 2006.
2. En se fondant sur l'article 14 bis de la Constitution nationale garantissant une syndicalisation libre et démocratique. La Cour suprême a réaffirmé sa position en rendant un nouveau jugement favorable à la liberté de syndicalisation le 9 décembre dernier (décision numéro R. 1717. XLI.)

ARGENTINE

La CGTRA se caractérise par sa proximité avec le pouvoir argentin actuel. En 2008, Nestor Kirchner, président du Parti justicialiste aujourd'hui au pouvoir, a intronisé son secrétaire général, Hugo Moyano, comme vice-président. Cette proximité présuppose bien évidemment que la confédération soit de nouveau « consubstantiellement liée à l'Etat argentin » comme du temps de la première présidence de Perón. Or, on peut considérer qu'un syndicalisme efficace est aussi un syndicalisme qui sait adopter une posture d'opposant au pouvoir en place afin de garantir son autonomie. L'histoire syndicale argentine est ainsi faite que l'Etat a toujours su négocier avec les directions des organisations syndicales, qui lui ont souvent bien rendu cette écoute attentive. Réaffirmer que seul un syndicat cégétiste est capable de défendre les coursiers, ce n'est donc pas déroger à une règle vieille de plus de 60 ans même si elle peut être considérée comme un « modèle intouchable » (Dellatorre, 2009).

Le SIMECa qui œuvre depuis 1999 à la syndicalisation des coursiers a été coiffé sur le poteau. Certes, l'ASIMM est enregistrée au ministère du Travail depuis le 28 septembre 2001. A l'origine vide de sens et de pratique ¹, cette structure est désormais plus présentable, *via* l'adhésion et l'action de deux organisations : les

Motoqueros Peronistas, et surtout l'*Agrupación de Trabajadores Motociclistas y Ciclistas « 17 de Octubre »* ². Certes, le tout récent secrétaire général de l'ASIMM, Marcelo Pariente, est un trentenaire revendiquant quinze ans d'ancienneté dans le métier, ce qui donne corps et substance à ce syndicat. Pour autant, le positionnement anti-SIMECa à peine voilé et extrêmement agressif qui est affiché, notamment dans la « déclaration d'intention » ³, a du mal à cacher la faiblesse d'une centrale dont la première manifestation (à notre connaissance du moins), date de janvier 2009 et concerne le non-port du casque ⁴. L'élection même de Marcelo Pariente à la tête du syndicat ne date que de décembre 2008.

Au-delà de cette question d'ancienneté, le problème est bien celui de la reconnaissance sur le terrain et, surtout, du fonctionnement interne de chacune des structures. Sur ce point, l'ASIMM n'a pas du tout l'intention d'innover. L'adhésion à une CGT extrêmement dirigiste, la référence au « 17 octobre », date symboliquement forte du péronisme, et le portrait de José Rucci ⁵ levant le drapeau de la « Patrie justicialiste » qui accueille l'internaute sur le site du syndicat ne laissent pas de doute sur l'autoritarisme et la très forte hiérarchisation interne à l'ASIMM. Preuve supplémentaire : si sa

1. Voir le compte rendu d'entretien réalisé en 2006 avec Ricardo Diaz, l'ancien secrétaire général d'ASIMM (de Gracia, 2009).

2. Regroupement des travailleurs motocyclistes et cyclistes du 17 octobre.

3. A lire sur son site : <http://asimm.com.ar>.

4. Précisons que leur paye dépend de la rapidité d'exécution de leur course, qui est grandement gênée par l'obligation de porter un casque de moto. La pression exercée par la municipalité de Buenos Aires en faveur du port du casque est donc vigoureusement combattue par les *motoqueros* qui, loin d'y être opposés par principe, s'appuient sur cette exigence pour demander une régulation de leur activité (notamment un salaire minimum).

5. Secrétaire général de la CGT de juillet 1970 à septembre 1973 (date de son « exécution » par les *Montoneros*), José Rucci était très lié à l'extrême droite la plus virulente, notamment à l'ancien nazi Juan Queraltó.

« déclaration d'intention » s'étend longuement sur les souffrances et les injustices faites aux *motoqueros*, rien n'est précisé quant au mode de fonctionnement interne au syndicat. A l'inverse, le SIME-Ca précise ses modalités de fonctionnement dans sa « déclaration de principe » (pourtant trois fois moins longue) : « [nous avons créé] un syndicat organisé horizontalement où les décisions passent constamment par tous les travailleurs messagers affiliés, au travers de leurs délégués respectifs qui ne sont que les porte-paroles des compagnons (et pas de simples représentants), et dont l'assemblée générale de tous les affiliés est l'unique organe résolutif ». Le SIMECa n'a jamais dérogé à cette déclaration. En reconnaissant l'ASIMM, c'est donc bien un syndicat docile et potentiellement aux ordres qu'a favorisé le ministère.

Conclusion

Plusieurs éléments ces dernières années semblaient aller dans le sens d'une modification lente mais continue du syndicalisme argentin. A commencer par l'intéressante, bien que courte, expérience du Mouvement intersyndical classique (MIC), disparu rapidement car lancé trop tôt dans des échéances électorales avant même d'avoir clarifié son organisation, les mouvements antibureaucratiques des travailleurs de FATE ou de la Ligne 60, ou encore le récent référendum à l'initiative de la commission de délégués du syndicat UTA du métro de Buenos Aires. Epuisés par leur centrale d'appartenance, les délégués des travailleurs du métro ont en effet appelé leurs adhérents à se prononcer sur la pertinence de constituer un nouveau syndicat autonome de la CGTRA : la réponse a été

écrasante, 98 % des travailleurs se prononçant en faveur de cette solution.

Alors qu'une victoire du SIME-Ca-CTA aurait été un signal historique fort envoyé aux organisations syndicales et au patronat, le ministère du Travail argentin, passant outre les désaccords au sein même du gouvernement, a souhaité renforcer un pilier de son propre pouvoir au mépris de la démocratie sociale. Cependant la bonne nouvelle pour les *motoqueros* est qu'ils sont enfin reconnus officiellement en tant que travailleurs, suffisamment du moins pour que l'Etat leur accorde le droit de se défendre au sein d'une structure comme l'ASIMM. Promesse d'un horizon plus dégagé pour ces forçats urbains ? De leur côté, les membres du SIMECa semblent vouloir continuer la lutte devant les tribunaux et prouver leur représentativité sur le terrain afin, sinon de retirer la *personería* à l'ASIMM, du moins de l'obtenir également. Une telle décision, quoique peu probable, serait tout aussi historique.

Sources :

- Almeyra G. (2006), *Rébellions d'Argentine. Tiers Etat, Luttes Sociales et Autogestion*, Editions Syllepse.
- Araya Moreno E., Barria Traverso D., Drouillas Carrasco O. (2008), *Syndicats et politiques publiques en Argentine, Bolivie, Brésil Chili et Venezuela. Bilan d'une décennie (1996-2004)*, Universidad de Chile, Departamento de Gobierno y Gestión Pública, Agence d'Objectifs CFDT.
- Bonasso M. (2003), « Luis Barrionuevo una vida a cadenas », *Página/12*, 9 mars, <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-17412-2003-03-09.html>.
- Busso M. (2008), « Argentine : l'organisation des travailleurs informels », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 113, juillet, p. 3-11.

ARGENTINE

Clarín (2008), « Barrionuevo se abre de la conducción de Moyano y crea la CGT “Azul y Blanca” », 8 julio, <http://www.clarin.com/diario/2008/07/08/um/m-01710863.htm>.

Crítica de la Argentina (2009). « Ahora Moyano también anda en moto », 31 agosto.

Dellatorre R. (2009), « El modelo intocable », *Página/12*, 16 octubre, http://www.pagina12.com.ar/diario/economia/2-133579-2009-10-16.html#formu_mail.

de Gracia G. (2009), *Persistence des pratiques horizontales en République Argentine de 1857 à nos jours*, Thèse d'anthropologie sous la direction de Jean-Luc Chevanne, Université Paris 8 S' Denis.

Echanges et mouvements (2004), « Argentine. De la paupérisation à la révolte. Une avancée

vers l'autonomie », <http://mondialisme.org/spip.php?article84>.

Lucita E. (2009), « Métro de Buenos Aires : une expérience syndicale inédite », 26 avril. <http://www.risal.collectifs.net/>.

Martin M. (2009), « Ahora Moyano también anda en moto », *Crítica de la Argentina*, 31 agosto, <http://criticadigital.com/impres/index.php?secc=nota&nid=30000>.

Perfil (2008) « Barrionuevo lanzó su propia CGT con duras críticas a los “zánganos” que rodean a Cristina », 8 juillet, http://www.perfil.com/contenidos/2008/07/08/noticia_0037.html.

Zibechi R. (2005), « L'Argentine après le “défaut” : reconstruire l'Etat », 10 mai, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1367>.